

**Dominique Margairaz et Philippe Minard (dir.) -
*L'information économique (XVI^e - XIX^e siècle)***

Arnaud Bartolomei

Comité pour l'histoire économique et financière de la France (éd.)



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/5678>

DOI : 10.4000/cdlm.5678

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2010

Pagination : 359-364

ISBN : 2-914561-53-2

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Arnaud Bartolomei, « Dominique Margairaz et Philippe Minard (dir.) - *L'information économique (XVI^e - XIX^e siècle)* », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 81 | 2010, mis en ligne le 24 août 2013, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/5678> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.5678>

Dominique Margairaz et
Philippe Minard (dir.), *L'information
économique (XVI^e - XIX^e siècle)*, Paris, Comité
pour l'histoire économique et financière
de la France, 2008, 381 p.

La publication par le Comité pour l'histoire économique et financière de la France des actes des deux journées d'études intitulées « L'information économique, XVI^e - XIX^e siècle » (Paris, juin 2004 et avril 2006), constitue incontestablement un événement de grande importance non seulement pour les historiens économistes, mais aussi pour l'ensemble des chercheurs en sciences sociales qui s'intéressent aux thématiques de l'information. En effet, l'intérêt pour les questions liées à la production, à la circulation et aux usages de l'information a contribué à renouveler, au cours des dernières décennies, aussi bien les problématiques de l'histoire politique, intellectuelle, scientifique et culturelle que celles de l'histoire économique. Dans ce dernier cas, il conviendrait même de parler d'une véritable révolution épistémologique pour désigner l'impact qu'a eu la prise en compte de la question de l'information dans la réflexion économique : elle est en effet au cœur de la critique actuelle des paradigmes fondamentaux de la théorie classique (le marché, la concurrence parfaite, l'agent économique rationnel) et elle a conduit à la formulation de notions, désormais centrales, telles que le « marché imparfait », les « asymétries de l'information » ou les « coûts de transaction ». Or, ce cheminement de la science économique vers un plus grand « réalisme » l'a amené à accorder plus d'attention à des travaux strictement empiriques, notamment à ceux des historiens, au moment même où ces derniers n'hésitaient plus à se confronter aux nouveaux concepts élaborés par les économistes pour formaliser leurs données et en renforcer la valeur interprétative. Il en a résulté de très fructueux échanges entre les deux disciplines, aux États-Unis notamment, mais aussi en Europe et en France, comme l'atteste précisément le dossier ici réuni auquel ont contribué pas moins de dix-sept historiens économistes exerçant au sein des universités et des établissements de recherche français.

De fait, c'est bien dans ce dialogue pluridisciplinaire que s'inscrivent, dès leur présentation, Dominique Margairaz et Philippe Minard, les deux coordinateurs de ces journées, en soulignant l'intérêt des contributions des historiens aux débats nés des propositions de deux des plus influents théoriciens du rôle de l'information dans la formation des sociétés contemporaines, l'économiste américain

Douglas North et le philosophe allemand Jürgen Habermas. Au contact de la matière historique, le premier s'est en effet éloigné de la conception strictement « substantialiste » de l'information (qui revient à la considérer comme un « bien » ou une « marchandise qui circule et peut s'acquérir à un certain coût »), telle qu'elle avait été initialement définie dans le cadre de la théorie des coûts de transaction, au profit d'une approche plus complexe et dynamique qui revient à la considérer comme un « processus cognitif [...], au cours duquel de la connaissance est produite, distribuée, appropriée, et perpétuellement remodelée à la faveur des événements, des expériences et des acquis collectifs et individuels passés des acteurs » (p. VII). Dans ce cadre, la valeur de l'information n'est plus intrinsèque, mais elle dépend largement de son contexte, à savoir des connaissances, des croyances et des représentations de ceux qui la produisent, la diffusent, l'interprètent ou l'utilisent. Quant au schéma interprétatif de Jürgen Habermas, qui voit dans le triomphe de l'imprimé sur le manuscrit celui de l'espace public sur les sphères privées et qui se fonde sur ce constat pour expliquer la modernisation des sociétés occidentales et leur transformation en « sociétés de l'information », il a également été nuancé par les travaux des historiens, notamment ceux du négoce, qui ont souligné l'absence de linéarité du processus décrit, l'imbrication durable des formes d'expression manuscrites et imprimées ou encore le rôle central de la familiarité et de la proximité dans l'établissement, en tout temps, de la confiance marchande et, plus généralement, dans les jeux de l'échange.

Les contributions de Dominique Margairaz et d'Alessandro Stanziani, qui ouvrent la première partie de l'ouvrage, intitulée « Le commerce et l'information économique dans la France moderne », permettent d'approfondir et de préciser les différentes approches théoriques évoquées dans l'introduction. Sont ainsi utilement rappelées et définies les principales théories économiques qui ont contribué à replacer la question de l'information au cœur des mécanismes du marché : la théorie des asymétries informationnelles formulée par Akerlof et Stiglitz, la théorie des coûts de transaction développée par Ronald Coase, les approches néoinstitutionnalistes promues par Douglas North et Oliver Williamson. Ce sont cependant sur deux autres courants de la pensée économique contemporaine – la théorie conventionnaliste et la théorie des jeux dynamiques avec apprentissages interactionnels – qu'ils fondent les principes de l'approche cognitive de l'information. Ainsi, par petites touches, apparaissent les contours d'une démarche dans laquelle l'information est apparentée à une « connaissance, acquise par l'apprentissage, la pratique, l'habitude bien plus qu'à un ensemble de données traitées selon une séquence émission/réception / interprétation/décision » (p. 10). Cela revient à placer au cœur de la réflexion sur les usages de l'information économique, et donc sur les stratégies économiques de l'agent, non seulement le contexte culturel au sein duquel il évolue et dont il est issu – c'est là que se forment ses « convictions » et ses « croyances » qui influencent de façon décisive sa lecture du monde – mais aussi son expérience et sa mémoire qui transforment, au fil des années, l'outillage intellectuel dont il dispose pour interpréter les informations qu'il reçoit. Dans une telle perspective, l'appréhension des anticipations des acteurs économiques s'en trouve bouleversée, puisque le champ des possibles qui leur est ouvert n'est

pas seulement délimité par les informations qu'ils ont ou qu'ils n'ont pas, mais aussi par leur capacité à les interpréter et à en tirer profit. On comprend alors aisément que les travaux des historiens qui étudient les logiques de décision en étant attentifs aussi bien à leur dimension dynamique qu'à leur contexte, sont appelés à occuper une place centrale au sein d'une telle approche. Cet exposé théorique qui ouvre la première partie de l'ouvrage n'a pas vocation à délimiter un quelconque programme de recherches prédéfini, moins encore à fixer les contours de ce qui pourrait en être les conclusions. Comme le rappelle Alessandro Stanziani, les modèles «servent moins à répondre qu'à poser des questions» (p. 18) et ils sont donc là pour aider l'historien à interroger les sources qu'il exploite et non pour l'enfermer dans une logique explicative rigide. Cette invitation semble avoir été largement entendue par les différents contributeurs qui ont tous accepté de confronter leurs données empiriques au cadre théorique proposé.

Ainsi, Jacques Bottin qui étudie la correspondance commerciale échangée au sein des réseaux marchands européens œuvrant avec Séville au XVII^e siècle, souligne l'importance que recouvrait la possession d'informations précises et fiables sur les marchés de la *Carrera de Indias* pour y obtenir des résultats satisfaisants («détenir des informations plus fiables que celles de ses concurrents ou en disposer avant eux représentait alors le moyen nécessaire, sinon la garantie, d'une anticipation promise au succès», p. 42). Pourtant, si l'information occupe une place centrale «au cœur de la prise de décision», elle ne saurait constituer une condition suffisante pour une pratique optimale du commerce. En matière de change notamment, «une bonne connaissance des mécanismes et une solide assimilation des informations passées» étaient requises, ce qui amène l'auteur à constater que «l'information ne pouvait contribuer efficacement à la réussite des acteurs que mise en rapport avec la compétence et les apprentissages». Pour pallier aux défaillances de leur information, les acteurs marchands de l'Europe du Nord installèrent finalement à Séville des commissionnaires fiables et compétents, qui avaient pour fonction la sécurisation «de la circulation de l'information», et lorsqu'ils ne parvinrent plus à entretenir un tel réseau de correspondants, les marchands normands choisirent de se replier sur le marché rouennais «qu'ils maîtrisaient mieux» (p. 61).

Deux siècles plus tard, les canaux d'information se sont multipliés, diversifiés et professionnalisés entraînant un véritable bouleversement des pratiques de l'information marchande. Cette émergence d'une sphère publique de l'information économique constituerait même pour certains auteurs le principal support d'une «révolution commerciale» propre à l'Europe et, ce faisant, l'un des facteurs décisifs du déclenchement de la Révolution industrielle. L'enjeu de la question n'est donc pas anodin. Or, si les contributions de Matthieu de Oliveira et de Gérard Gayot, qui s'intéressent aux prémices des pratiques publicitaires dans le monde marchand des premières décennies du XIX^e siècle, ne remettent pas en cause radicalement ce schéma explicatif, elles amènent à le nuancer. Les innovations des négociants et des entrepreneurs, qu'il s'agisse du recours à des «lettres circulaires imprimées», pour élargir et décloisonner les réseaux marchands, ou de l'invention des «marques», dont le but est de rassurer des consommateurs déboussolés

par la suppression des corporations et des garanties qualitatives qu'elles offraient, sont significatives, mais elles ne bouleversent pas fondamentalement les pratiques commerciales héritées. Ainsi, Matthieu de Oliveira remarque que, aux côtés d'un vaste réseau au sein duquel circulent des informations « publiques » (l'espace des circulaires), se maintient un réseau « plus serré » et tout aussi important, voire plus, qui est celui de « la correspondance privée et du secret » (p. 110).

Une contribution de Jochen Hoock sur les encyclopédies marchandes et une autre de Loïc Charles traitant des débats du XVIII^e siècle relatifs à la question du commerce des grains complètent le dossier. Ce dernier, en réactualisant la pensée des auteurs physiocrates (Herbert, Abeille) et de leur principal opposant (Forbonnais) montre de façon convaincante comment les premiers se fondaient sur une approche substantialiste de l'information (seuls les marchands bénéficient d'une bonne information sur les marchés des grains, c'est pour cela qu'ils sont les mieux placés pour le réguler) alors que le second remarquait déjà que le comportement des agents dépendait de leur statut bien plus que des informations qu'ils possédaient : même lorsqu'ils disposaient d'une parfaite information sur l'abondance et les bas prix du marché, les petits agriculteurs venaient y vendre leurs récoltes tout simplement parce qu'ils étaient contraints de le faire pour survivre.

La seconde partie de l'ouvrage, sous le titre « L'État et l'information économique », s'intéresse à cet autre acteur central des économies d'Ancien Régime qu'est l'État et à son rôle dans la production et la diffusion de l'information économique. Cette partie est traversée par une problématique forte : la révolution idéologique qui a entraîné, à partir de la seconde moitié du XVIII^e siècle, le démantèlement de l'État colbertiste et le passage d'un État « organisateur » de la production à un État « facilitateur », dorénavant cantonné à un simple rôle de pourvoyeur d'informations utiles aux entrepreneurs, a-t-elle porté ses fruits ? La réponse ne fait guère de doute pour Dominique Margairaz qui constate, dès l'introduction, que les initiatives prises, en France, par les administrations révolutionnaire et impériale, ne sont pas parvenues à faire « se rejoindre » la statistique publique et l'information économique et n'ont pu empêcher un « divorce mal négocié entre l'État et les entrepreneurs » (p. 153). De fait, cette perception pessimiste du rôle de l'État et de son incapacité à remplir la mission nouvelle qui lui était attribuée – à savoir la création d'un « *common knowledge* » permettant aux entrepreneurs d'élargir leurs horizons et de s'adapter aux transformations rapides de l'environnement économique – est partagée peu ou prou par tous les contributeurs. Christine Lebeau, qui étudie la publication des statistiques publiques dans l'État milanais de la seconde moitié du XVIII^e siècle, constate la difficulté, voire l'impossibilité, d'une collaboration étroite entre l'État et les milieux d'affaires. Marc Belissa, pour sa part, s'il insiste sur l'importance de la mission commerciale des consuls français aux États-Unis (permettre à leurs négociants de se familiariser avec un marché qu'ils connaissaient mal) et s'il souligne les efforts qu'ils firent pour s'en acquitter, conclut lui aussi par un bilan en demi-teinte constatant qu'il « est difficile de statuer sur l'impact général de l'action consulaire en faveur du commerce » et émettant de sérieux doutes sur l'efficacité d'un circuit de l'information qui était relativement lent (p. 250). Le verdict de Nicolas Bourguignat à propos des

efforts déployés, avec une remarquable constance, par tous les gouvernements qui se sont succédé en France depuis Turgot jusqu'au milieu du XIX^e siècle, pour collecter des informations sur les prix des grains et prévenir ainsi les chertés, est quant à lui beaucoup plus catégorique : « les tableaux et moyennes de prix et de productions agricoles confectionnés par les bureaux » demeureront « les instruments d'une ambition de savoir sans application » (p. 269). Ce savoir statistique était en effet d'une utilité marginale car il était bien inférieur aux informations collectées par les vrais experts du marché céréalier, les négociants. Il ne servit donc qu'à « édicter en temps voulu les interdictions de sortie de grains aux frontières » que pratiquaient, par ailleurs, tous les pays voisins, même lorsqu'ils n'étaient pas dotés d'un tel appareil statistique.

Ce sont précisément aux pays voisins que s'intéressent les contributions de Philippe Minard et de Guillaume Garner, qui nous invitent à visiter les outils et la pensée statistique existant outre-Manche et outre-Rhin. En Angleterre, pays traditionnellement considéré comme sous-équipé sur le plan statistique, c'est en fait le Parlement qui joua un rôle de premier plan dans la collecte de l'information économique. Il en résulta une pratique différente puisque, au lieu de réserver ses informations à son propre usage, il œuvra à « la constitution d'un espace public de débat des données économiques, réunissant experts, praticiens et décideurs » (p. 239). Quant à l'Allemagne de la fin du XVIII^e siècle, elle est marquée par le triomphe des tenants de la *Nationalökonomie*, des libéraux plutôt hostiles aux ingérences statisticiennes de l'État, sur les caméralistes. Cela se traduit cependant, non pas par un rejet de la statistique économique, mais plutôt par une redéfinition de son rôle.

En France, seule l'action du ministre de l'Intérieur Chaptal, analysée par Igor Moullier, semble finalement avoir été en mesure de poser les bases d'une réelle mise à disposition des intérêts privés de l'appareil statistique de l'État. L'expérience ne fut cependant pas poursuivie et, après lui, « la volonté de publicité et de diffusion de l'information économique s'essouffle et de nouveaux objectifs, déterminés notamment par la politique du blocus, s'imposent » (p. 279). Le *Journal des mines* qu'étudie Isabelle Laboulais, contemporain de Chaptal dans ses premières années (il parut de 1794 à 1810), constitue un autre témoignage original de cette volonté de mise au service de la connaissance scientifique à des fins économiques. Cependant, s'il est montré que l'utilitarisme du journal est clairement affiché – son prospectus de lancement précise qu'il doit s'occuper « uniquement de l'énonciation des objets utiles à des établissements industriels et commerciaux » – la question de son impact sur le secteur demeure en suspend. Le constat est le même pour Claire Lemerrier, qui consacre le dernier article de l'ouvrage aux *Avis divers sur le commerce* (une publication émanant du ministère du Commerce) et qui confesse en savoir « finalement peu sur les destinataires réels de cette information » (p. 336). Les données qu'elle a réunies n'en sont pas moins du plus grand intérêt. Sont successivement passés au crible les sources de l'information publiée (principalement les consuls), les objectifs affichés par les promoteurs de la revue (concurrencer les Anglais sur les nouveaux marchés émergents), la nature des données livrées (des règlements étrangers et des statistiques mais aussi des

comptes simulés) et, enfin, les modalités du tirage ou encore les lieux de diffusion (les bibliothèques des Chambres de Commerce). On se trouve ainsi en mesure de situer la valeur de ces informations qui sont « clairement d'une qualité et d'une confidentialité intermédiaires ; plus facilement repérables et indexables que les dépêches du *Moniteur*, moins adaptées à chaque cas particulier certainement que des éléments de correspondance » (p. 366).

Il faut prendre finalement cette dernière remarque comme une invitation à de nouveaux prolongements qui pourraient être donnés à la question et notamment à des études plus systématiques de l'articulation entre les apports respectifs de l'information privée et de l'information publique dans l'élaboration de la décision économique. Une telle interrogation, qu'il faudrait traiter à partir de sources portant sur les décisions économiques elles-mêmes, et non plus sur les supports de l'information ou sur les modalités de leur production, ne manquerait pas d'ouvrir des perspectives intéressantes dans le champ problématique abordé par le présent ouvrage qui n'en demeure pas moins, cependant, une synthèse d'ores et déjà incontournable sur le sujet.

Arnaud BARTOLOMEI

Université de Nice Sophia Antipolis, CMMC